

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

n°CCAP/25/06B du 24 juillet 2025

### **ACCORD-CADRE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**












**Prestation de service traiteur  
pour les services de la CCI Alsace Eurométropole**

**Lot n°6 : Fourniture de plateaux-repas  
pour les sites de Colmar et environs**

**Consultation n°2025/CONSU/06B du 24 juillet 2025**

**CCI ALSACE EUROMETROPOLE**  
14 rue de la Haye – Schiltigheim  
CS 10066 - 67012 STRASBOURG CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	<b>Prestation de service traiteur pour les services de la CCI Alsace Eurométropole</b> <b>Lot n°6 : Fourniture de plateaux-repas pour les sites de Colmar et environs (Relance)</b>
	Type de contrat	<b>Accord-cadre</b>
	Nombre de lots	<b>1</b>
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	<b>Avec</b>
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	<b>Avec</b>
	Prix	<b>Prix unitaires</b>
	Variation des prix	<b>Avec</b>
	Avance	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
1.3 - Type d'accord-cadre .....	5
1.4 - Modalités de mise en œuvre des marchés subséquents .....	6
1.5 - Modalités de commande .....	7
2 - Pièces contractuelles.....	8
2.1 - Pièces contractuelles de l'accord-cadre.....	8
2.2 - Pièces contractuelles des marchés subséquents.....	8
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	8
4 - Protection des données à caractère personnel .....	9
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel .....	9
4.2 - Obligations du titulaire.....	9
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	9
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	9
4.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	9
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel .....	10
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations....	10
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel .....	10
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données.....	10
4.2.8 - Sort des données .....	11
4.2.9 - Délégué à la protection des données .....	11
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement.....	11
4.2.11 - Documentation .....	11
4.3 - Obligations de l'acheteur.....	11
5 - Durée et délais d'exécution.....	12
5.1 - Durée du contrat .....	12
5.2 - Reconduction .....	12
5.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents.....	12
6 - Prix .....	12
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	12
6.2 - Modalités de variation des prix.....	13
6.3 - Clause de sauvegarde .....	14
7 - Garanties Financières.....	14
8 - Avance.....	14
9 - Modalités de règlement des comptes .....	15
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	15
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	15
9.3 - Délai global de paiement.....	15
9.4 - Paiement des cotraitants.....	16
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	16

10 - Conditions d'exécution des prestations .....	16
10.1 - Notification par le biais du profil d'acheteur .....	16
10.2 - Normes sanitaires en vigueur et conformité à la réglementation .....	16
10.3 – Régimes spéciaux et contraintes alimentaires .....	16
10.4 - Conditions de livraison, d'installation et de volume de commandes.....	17
10.5 - Conditions de remise en l'état des locaux, nettoyage .....	17
10.6 - Personnels affectés aux prestations .....	17
10.7 - Obligation générale de moyen, de résultat, de conseil et d'information .....	18
10.8 – Obligation de réponse aux marchés subséquents.....	18
10.9 – Exclusion d'exclusivité pour certaines natures de prestations .....	19
11 - Développement durable.....	20
11.1 – Matériaux utilisés.....	20
10.2 – Moyens de transports utilisés .....	20
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	20
12.1 - Vérifications.....	20
12.2 - Décision après vérification .....	21
13 - Modification du contrat.....	21
13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire.....	21
13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché .....	21
13.3 - Changement en cours d'exécution du marché .....	21
13.4 - Cas fortuits et force majeure .....	21
14 - Pénalités.....	22
14.1 - Pénalités de retard .....	22
14.2 - Pénalités pour défaut d'exécution des prestations et/ou manquement aux obligations contractuelles .....	22
14.3 - Pénalité pour défaillance ou inexécution des prestations.....	22
14.4 - Pénalité en cas de non-respect du cahier des charges.....	22
14.5 - Pénalité pour travail dissimulé.....	22
15 - Assurances .....	23
16 - Clause de réexamen.....	23
17 - Résiliation du contrat .....	24
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	24
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	24
18 - Règlement des litiges et langues .....	24
19 - Dérogations .....	24

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**Prestation de service traiteur pour les services de la CCI Alsace Eurométropole ;**

**Lot n°6 : Fourniture de plateaux-repas pour les sites de Colmar et environs**

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents.

Lieux d'exécution :

N°	Site	Adresse
1	Hôtel Consulaire Colmar	1 place de la Gare 68000 COLMAR
2	CCI Campus Colmar	4 rue du Rhin 68000 COLMAR

Les titulaires pourront également être sollicités pour des prestations qui seront exécutées sur des sites extérieurs des lieux d'exécution listés ci-dessus :

- pour les sites de Colmar : dans la moitié nord du département du Haut-Rhin

Sur certains sites privés, des redevances sur les prestations de traiteur peuvent être appliquées par le gestionnaire du site. Ces redevances seront clairement identifiées sur la facture des titulaires.

Exception faite de l'application de la redevance mentionnée ci-dessus, les tarifs contractuels du BPU et du catalogue fournisseur demeureront applicables même sur un site extérieur.

Pour toute livraison en dehors des adresses d'exécution mentionnées ci-dessus, un supplément de livraison pourra être facturé, uniquement si le trajet hors adresses de livraison de la CCI Alsace Eurométropole comporte plus de kilomètres qu'un trajet vers les adresses de livraison de la CCI Alsace Eurométropole. Seule la différence de kilomètres sera facturée sur la base du barème kilométrique fiscal. Il appartiendra au titulaire de prouver le supplément de tarification en le mentionnant dans sa réponse au marché subséquent.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 1 lot :

Lot	Désignation
6	Fourniture de plateaux-repas pour les sites de Colmar et environs

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à plusieurs opérateurs économiques.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

**L'accord-cadre avec maximum** est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de **marchés subséquents** dont les modalités d'attribution sont précisées aux articles 1.4 et 1.5.

**Le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :**

Lot	Désignation	Maximum annuel HT
6	Fourniture de plateaux-repas pour les sites de Colmar et environs	8 000,00 €

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

Le nombre de titulaires par lot est fixé comme suit, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres pour chaque lot :

Lot	Désignation	Nombre maximum d'opérateurs économiques
6	Fourniture de plateaux-repas pour les sites de Colmar et environs	3

## **1.4 - Modalités de mise en œuvre des marchés subséquents**

### **1.4.1 – Durée/Délais d'exécution des marchés subséquents**

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque marché subséquent conformément aux stipulations des pièces du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article R.2162-5 du code de la commande publique, la conclusion des marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre s'effectuera uniquement pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Néanmoins, leur exécution pourra se prolonger au-delà du terme de l'accord-cadre, sans que cette durée ne puisse excéder 3 mois.

### **1.4.2 - Conditions d'attribution des marchés subséquents**

Le titulaire de l'accord-cadre ne bénéficie pas d'une exclusivité sur les besoins du pouvoir adjudicateur pour les prestations objet de l'accord-cadre. À chaque survenance d'un besoin, un marché subséquent est lancé conformément à l'accord-cadre. La qualité de titulaire de l'accord-cadre permet aux titulaires retenus d'être les seuls à pouvoir déposer une offre et d'être les seuls à pouvoir devenir titulaire d'un marché subséquent.

Ainsi, pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence des titulaires des lots correspondant à l'objet du marché subséquent. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin, par envoi du marché subséquent via courriel, prenant la forme d'une fiche de remise en concurrence.

#### **1.4.2.1 – Modalités de remise en concurrence**

Les titulaires doivent déposer une offre lors chaque remise en concurrence dans les conditions suivantes :

Lors de la survenance des besoins, le service demandeur adressera par courriel le marché subséquent complété aux titulaires du lot concerné, contenant les mentions suivantes :

- les coordonnées du service demandeur
- le numéro de lot concerné
- le jour et l'heure de la manifestation, les délais d'exécution ou de livraison
- le lieu de la manifestation
- le nombre de personnes
- le descriptif de la prestation attendue (nature et description des prestations à réaliser)
- le budget global maximum alloué par personne le cas échéant
- les services annexes (service, vaisselle, ...)
- la date d'envoi de la demande
- la date limite de réponse
- les critères de sélection et leur pondération

#### **1.4.2.2 – Modalités de réponse des titulaires**

Les offres devront être déposées dans le respect de la date limite de réponse indiquée sur le marché subséquent. Les titulaires sont dans l'obligation de répondre à la demande de sollicitation par courriel au service demandeur.

Ainsi, chaque titulaire devra envoyer sa réponse comprenant l'ensemble des prix dont l'intégralité des frais accessoires (les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au transport jusqu'au lieu de livraison, aux prestations de service le cas échéant).

Chaque titulaire est tenu de décrire précisément le contenu de leur offre en termes de qualité et de quantité, ainsi que les modalités d'exécution de la prestation qu'il envisage.

Les offres reçues ne sont pas négociées. Les offres remises par chaque titulaire sont considérées comme fermes et définitives. Toutefois, en présence d'offres incomplètes, le service demandeur, se réserve la possibilité de demander aux titulaires de corriger ou de compléter son offre.

**En cas d'absence d'offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre.**

Le titulaire qui n'aurait pas justifié par trois fois et par écrit de son impossibilité de remettre une offre dans le cadre de l'attribution des marchés subséquents, pourra être exclu de l'accord-cadre sans indemnité. En cas de non-réponse, de réponse non motivée ou d'une motivation jugée irrecevable lors de la mise en concurrence pour un marché subséquent, ou si la proposition est remise après la date et l'heure limites, cela sera considéré comme une absence de réponse. Après trois absences de réponse, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

### **1.4.3 – Critères d'attribution des Marchés Subséquents**

**Les critères retenus pour l'attribution des Marchés Subséquents sont les suivants :**

<b>Critères</b>	<b>Pondération (fourchette)</b>
<b>1-Prix des prestations</b>	<b>40.0 % - 60.0 %</b>
<b>2-Cohérence de la prestation, quantité et qualité des produits proposés</b>	<b>60.0 % - 40.0 %</b>

Il appartiendra au service demandeur de déterminer la pondération de chaque critère au sein du marché subséquent. Des sous-critères pourront être appliqués, et seront communiqués aux candidats, en fonction de la prestation attendue.

Le titulaire présentant l'offre la mieux disante sera retenu.

Le service demandeur informe par courriel les titulaires du lot 6, du résultat de la consultation avant la notification du marché subséquent.

### **1.4.4 – Condition d'exécution des marchés subséquents**

Chaque marché subséquent sera attribué et notifié au titulaire retenu à l'issue de la mise en concurrence sous forme de bons de commande établi sur la base de la réponse remise par le titulaire.

Il est possible de contractualiser des marchés subséquents jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre. L'exécution des prestations doit être systématiquement précédée d'un bon de commande. Seul le bon de commande engage la CCI Alsace Eurométropole. Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

L'absence de commande à l'issue d'une mise en concurrence n'ouvre pas droit au versement d'une indemnité au bénéfice des titulaires. La production de devis est gratuite et ne peut être facturée.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le montant du bon de commande,
- les lieux de livraison des prestations,
- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la nature et la description des prestations à réaliser,
- la date et le numéro du bon de commande,
- la date et le numéro de l'accord-cadre,
- les délais de livraison (date de début et de fin)

Chaque bon de commande est adressé par courriel.

## **1.5 - Modalités de commande**

### **1.5.1 – Modification de commande**

Le titulaire peut proposer des changements dans la formule commandée à équivalence de prix et de prestations.

De même, la variété des mets proposés par le titulaire dans la réponse au marché subséquent pourra être changée en équivalence de prestations à la demande du service demandeur lors de la commande.

### **1.5.2 – Délai d'ajustement des commandes**

Les services demandeurs auront la possibilité d'ajuster les quantités commandées, à condition de respecter les délais stipulés dans le bordereau des prix et des délais :

- **Un maximum de 2 jours pour les lot 6 (fourniture de plateaux-repas).**

### **1.5.3 – Délais de préavis pour annulation**

Le service demandeur pourra, via une décision notifiée par courriel, annuler les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande, sous réserve du respect d'un préavis de 2 jours ouvrés pour les plateaux-repas les délais seront précisés au sein de chaque marché subséquent.

Dans le respect de ce préavis, aucune indemnité de dédit ne sera due au titulaire. En cas de non-respect de ce préavis, la commande sera due dans son intégralité par le service demandeur.

## **2 - Pièces contractuelles**

### **2.1 - Pièces contractuelles de l'accord-cadre**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'Acte d'Engagement « AE » et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » et ses annexes,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- le Bordereau des Prix Unitaires « BPU »,
- le Catalogue des Prix du fournisseur,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- le Mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché/accord-cadre

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

### **2.2 - Pièces contractuelles des marchés subséquents**

Chaque marché subséquent est régi par le marché cadre. Il est également constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le marché subséquent,
- Le bon de commande,
- L'offre technique et financière du marché subséquent (devis).

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.



## 4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### 4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est la durée de l'accord-cadre.

### 4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### 4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### 4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

#### 4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : **dpo@grandest.cci.fr**

#### **4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : Lettre recommandée avec AR

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données**

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 5 ans à compter de la date de fin de l'exécution du marché (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables. Le profil d'acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat "PLACE" » est un outil permettant l'archivage vers une plate-forme d'archivage électronique.

#### **4.2.8 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### **4.2.9 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.11 - Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **4.3 - Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu à compter de sa notification jusqu'au 10/07/2026.

### 5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est **reconduit Tacitement** jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à **3**.

La durée de chaque période de reconduction est **d'1 an**.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La reconduction pourra se faire par anticipation si le maximum de la période concernée est atteint. La réception de la décision de reconduction déclenchera le début d'une nouvelle période de 12 mois, diminuant d'autant la durée totale de l'accord-cadre.

### 5.3 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

Chaque marché subséquent sera attribué et notifié au titulaire retenu à l'issue de la mise en concurrence sous forme de bons de commande établi sur la base de la réponse remise par le titulaire. Le bon de commande précisera les délais d'exécution et sera adressé par courriel.

Les commandes pourront être adressées dès notification de l'accord-cadre jusqu'à son dernier jour de validité.

Au terme de l'accord-cadre, les bons de commande ne pourront dépasser un délai raisonnable de validité.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

L'accord-cadre à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution. L'accord-cadre est attribué sur la base des prix unitaires maximaux mentionnés dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Les prix unitaires énoncés dans le BPU constituent des plafonds à ne pas dépasser pour les marchés subséquents. À l'occasion de chaque consultation relative à un marché subséquent, les titulaires de l'accord-cadre devront proposer des offres dont les prix seront inférieurs ou égaux à ceux du BPU.

Toute offre proposant des prix excédant ces plafonds sera jugée non conforme et rejetée. Les prix du BPU demeurent ainsi un cadre maximum pour garantir une concurrence sur des bases tarifaires maîtrisées.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant les prix unitaires aux quantités réellement livrées ou exécutées.

Ces prix s'entendent pour des prestations exécutées suivant toutes les règles de l'art et en conformité avec les indications et stipulations du marché/accord-cadre et aux divers documents qu'il vise le cas échéant.

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation.

Les prix concernés seront majorés du montant de la TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans le bordereau des prix n'excèdent pas ceux de son tarif pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à la demande de ce dernier, toute justification permettant de vérifier cette conformité.

Des frais de livraison peuvent être appliqués si le titulaire les a indiqués au sein des BPU.

Le prix et les autres éléments pourront être précisés ou complétés lors de la passation des marchés subséquents dans les conditions définies au CCAP. L'offre globale du marché subséquent sera fonction du nombre de prestations et du nombre de convives.

L'accord-cadre est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du Lot 6 sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ne seraient pas atteintes.

### **Conditions d'application des tarifs « Catalogue »**

Les articles ou prestations de service commandés sur catalogue, lorsqu'ils ne figurent pas dans le bordereau des prix unitaires, seront facturés sur la base des tarifs du catalogue fournisseur proposé par le candidat. Ces tarifs seront automatiquement réduits du taux de remise indiqué dans le bordereau des prix unitaires, appliqué en fonction des quantités réellement commandées. Le titulaire s'engage à fournir un catalogue détaillé, mis à jour en cas de modification des références ou des tarifs, afin de garantir la transparence des commandes.

#### **Périmètre du catalogue :**

##### **1 Boissons supplémentaires**

- Vins, champagnes, spiritueux non prévus dans le BPU
- Jus de fruits, sodas, eaux minérales de gammes spécifiques

##### **2 Produits alimentaires spécifiques**

- Options végétariennes, véganes ou sans allergènes non prévues dans le BPU
- Sélections gastronomiques spéciales (produits du terroir, produits labellisés)
- Petits-déjeuners

##### **3 Matériel et services complémentaires**

- Location de vaisselle, nappage ou décoration
- Mobilier de réception (chaises, tables, buffets)

## **6.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix des marchés subséquents sont fermes, non actualisables, et non révisables sur la période de d'exécution.

Les prix de l'accord-cadre, qui sont des montants maximaux servant de référence pour l'exécution de l'accord-cadre, sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix de l'accord-cadre sont fermes la première année, puis peuvent être révisés annuellement, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$\text{Cn} = 15.0\% + 85.0\% (001718397 (n) / 001718397 (o))$$

pour les prix du BPU

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

Code	Libellé
001718397	Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de base - CPF 56.20 Services de traiteurs et autres services de restauration Base 2010

La révision ne peut porter que sur les prix du BPU.

Le taux de remise sur le catalogue fournisseur reste fixe et invariable pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Lors de chaque révision, le coefficient de révision sera appliqué aux prix initiaux de l'accord-cadre c'est-à-dire du BPU remis lors de la remise des offres.

En cas de modification ou de disparition officielle de tout ou partie des paramètres représentatifs choisis dans les formules et à défaut de dispositions légales ou réglementaires permettant leur rattachement aux anciens, les nouveaux paramètres seront choisis à partir d'éléments fournis par des publications périodiques, hebdomadaires ou tous autres termes de comparaison courante dans la région.

Le choix des nouveaux paramètres sera notifié par un avenant.

Le titulaire devra transmettre à la CCI ALSACE EUROMETROPOLE, par lettre recommandée avec accusé de réception et copie par courriel aux adresses suivantes [a.sardini@grandest.cci.fr](mailto:a.sardini@grandest.cci.fr), [s.wartenberg@alsace.cci.fr](mailto:s.wartenberg@alsace.cci.fr) & [campus@alsace.cci.fr](mailto:campus@alsace.cci.fr), un mois avant la date d'entrée en vigueur, un nouveau BPU, avec le détail de son calcul du coefficient Cn et les justificatifs afférents pour le calcul de la formule. Si le titulaire ne communique pas de nouveaux tarifs, les tarifs précédents resteront en vigueur.

En cas d'erreur de calcul sur le coefficient transmis par le titulaire, l'acheteur donnera un délai de 5 jours au titulaire pour corriger ces éléments.

Les nouveaux prix ne pourront être appliqués qu'après accord express de la CCI.

Si le nouveau tarif est accepté, il entre en application à la date de notification au titulaire ou à une date ultérieure qui pourra être précisée sur le courrier de notification. Le nouveau tarif deviendra pièce contractuelle de l'accord-cadre.

La CCI est en droit de refuser toute augmentation qui n'aurait pas fait l'objet d'une communication dans les conditions fixées ci-dessus.

### 6.3 - Clause de sauvegarde

Cet article complète l'article 40 du CCAG-FCS,

La CCI se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché/accord-cadre en cours à la date du changement de tarif si ce changement conduit à une augmentation supérieure à **3%** par rapport aux conditions précédentes

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

**Aucune avance ne sera versée.**

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture,
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- 4° Le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro du marché ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture,
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement,
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

#### **Informations à utiliser pour la facturation électronique**

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002267600196
- Numéro d'engagement juridique : n° du Marché/Accord-cadre = Lot 6 : 2025/MAPO/06.06

**Les prestations de traités doivent faire l'objet de facturation différenciée par lot.**

**La facture devra clairement indiquer quel site est concerné par les prestations dont le paiement est demandé.**

### 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

# **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat et des marchés subséquents (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

## **10.1 - Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de quatre jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

## **10.2 - Normes sanitaires en vigueur et conformité à la réglementation**

Les denrées utilisées dans la confection des repas doivent répondre aux dispositions de la réglementation concernant les denrées alimentaires, soit générales, soit particulières à chacune d'entre elles. Les inscriptions et explications apparaissant sur les produits devront être libellées en langue française.

Les titulaires doivent respecter les dispositions de tous les textes en vigueur notamment en matière de transport des denrées alimentaires.

Ils veillent notamment à la qualité de fraîcheur des produits et au respect de la chaîne du froid.

Les titulaires s'engagent à observer et faire observer par leurs agents les réglementations législatives et réglementaires applicables en matière de services de traiteur, et notamment celles qui concernent l'hygiène et la sécurité des denrées lors de la préparation des plats et de l'entreposage des aliments, les toxi-infections alimentaires ainsi que le transport des denrées.

Ils s'engagent à prendre toutes précautions pour que leurs personnels ne puissent être à l'origine d'une contamination.

Les titulaires ont aussi l'obligation d'informer le service demandeur, dans les délais les plus brefs et par tous moyens, de toute suspicion ou risque avéré d'intoxication alimentaire résultant de denrées servies dans le cadre d'une prestation exécutée.

## **10.3 – Régimes spéciaux et contraintes alimentaires**

Compte tenu des différents régimes alimentaires à respecter, les titulaires de l'accord-cadre devront pouvoir servir individuellement des plats et mets prenant en compte ces contraintes alimentaires (basses calories, sans sel, sans sucre, sans gluten, sans porc, végétarien ... à la demande).

Ces contraintes seront signalées par le service demandeur, au titulaire de l'accord-cadre sélectionné, dans le marché subséquent ou le bon de commande.

Pour une meilleure prise en compte des risques, les services demandeurs pourront être amenés à demander au titulaire des précisions plus poussées sur la composition des plats entrant dans le menu choisi, afin d'ajuster les commandes de menus spécifiques et appropriés aux contraintes alimentaires des convives.



## 10.4 - Conditions de livraison, d'installation et de volume de commandes

Les prestations devront être exécutées tous les jours de la semaine, y compris les jours fériés.

Les titulaires sont chargés, à leurs frais et risques, de l'élaboration, du conditionnement, de l'emballage, de l'organisation, du transport des marchandises jusqu'au lieu de la prestation indiqué sur le bon de commande, de la mise en place sur le lieu de consommation ainsi que, le cas échéant, de leur enlèvement.

Les livraisons et installations devront être effectuées selon les délais déterminés au sein du marché subséquent et au plus tard 30 minutes avant le début de la prestation.

Pour les plateaux-repas, les livraisons devront être effectuées au plus tôt 1 heure avant la prestation et au plus tard 30 minutes avant celle-ci, de manière à garantir une consommation dans des conditions optimales de fraîcheur.

Les titulaires tiendront compte, dans les délais de livraison, du temps d'installation et de mise en place afin que la prestation soit prête et à température de consommation à l'heure de début indiquée dans le marché subséquent et/ou le bon de commande.

**Le titulaire devra assurer la livraison sans condition de volume minimal.**

**Il devra être en mesure de livrer les plateaux-repas à partir d'une commande d'1 (un) plateau-repas, sur l'ensemble du périmètre géographique du lot.**

**Aucune clause ou condition prévoyant un nombre minimal de plateaux-repas exigé pour livrer ne pourra être opposée à l'acheteur. Toute stipulation contraire sera réputée non écrite. Le non-respect de cette obligation pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.**

**Les frais de livraison devront rester raisonnables et proportionnés à la prestation demandée, conformément au bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.**

Enfin, la livraison et l'installation devront être réalisées aux horaires prévus sous peine de pénalités.

## 10.5 - Conditions de remise en l'état des locaux, nettoyage

Au-delà de 24 heures ouvrables, si le prestataire n'a pas récupéré le matériel (nappes, couverts, vaisselle, mobilier, ...), le service bénéficiaire de la prestation se réserve le droit de se débarrasser du matériel.

Pour les prestations sans service : le titulaire se chargera après exécution des prestations commandées sans service, de venir récupérer dans les meilleurs délais et au plus tard à J+1 ouvrable, les équipements et matériels qu'il a mis en place pour ces prestations.

Le titulaire devra remettre pour le lot 6 (fourniture de plateaux-repas) des sacs poubelles (1 sac poubelle de 100 litres pour 10 personnes, avec au minimum 2 sacs par livraison).

## 10.6 - Personnels affectés aux prestations

### 10.6.1 – Moyens humains et matériels

Chaque titulaire est tenu de répondre aux exigences contractuelles résultant de l'accord-cadre, des marchés subséquents et des bons de commande qui lui seront notifiés. Il devra, pour ce faire, réunir les moyens humains et matériels appropriés, en nombre et en compétences, afin de garantir l'effectivité et le résultat des prestations commandées.

A cette fin :

- En ce qui concerne leur personnel :
  - les titulaires disposent d'une plénitude d'autorités hiérarchique et fonctionnelle sur le personnel qu'il affecte à la réalisation des prestations qui leur sont commandées,
  - le personnel devra être formé et qualifié,
  - les titulaires se portent garant de la régularité permanente des conditions d'emploi de ses personnels au regard du Code du travail et de la réglementation en vigueur,
  - en cas d'arrêt de travail de leur personnel, les titulaires seront tenus d'assurer ou de faire assurer les prestations demandées

- les titulaires sont couverts par une police d'assurance responsabilité civile couvrant leur responsabilité, ainsi que celle de leurs commettants ou préposés, pour les dommages causés en raison de leurs activités.
- En ce qui concerne les véhicules et les moyens logistiques :
  - les titulaires effectueront les prestations au moyen de véhicules récents et ayant subi tous les contrôles techniques exigés par la réglementation en vigueur. Les véhicules devront par ailleurs répondre à des exigences de propreté permanente, intérieure comme extérieure,
  - les titulaires s'engagent à veiller au plus strict respect de la chaîne du froid, entre le lieu de prise en charge des produits et les différents lieux de livraison.

### **10.6.2 – Tenue vestimentaire et comportement du personnel**

Les titulaires se portent garant du respect par ses personnels de la confidentialité des propos dont ils auraient été amenés à prendre connaissance à l'occasion de la réalisation des prestations, de la ponctualité, ainsi que la discrétion du personnel de service.

Il est exigé une tenue vestimentaire correcte, appropriée, soignée et propre.

Le personnel de service devra avoir une attitude professionnelle, de l'amabilité et un sens du service.

### **10.7 - Obligation générale de moyen, de résultat, de conseil et d'information**

Cet accord-cadre est affecté d'une obligation générale de moyen, de résultat, de conseil et d'information.

L'obligation de résultat concerne notamment :

- Le respect des lieux et horaires des prestations
- Le respect des quantités et qualités des produits commandés
- La communication des informations de composition des plats et de traçabilité des produits
- Le niveau de prestation de service

Le titulaire doit réaliser les prestations décrites dans le CCTP selon les réglementations en vigueur et en l'absence de celles-ci selon les règles de l'art qui leur sont propres. Il doit signaler à la Direction des Achats de la CCI, dans les meilleurs délais, toutes difficultés rencontrées au cours de l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

A ce titre, il doit notamment exécuter les prestations avec la diligence et le niveau de compétence professionnelle requis par ce type d'accord-cadre et consacrer les moyens nécessaires à sa bonne exécution dans les délais fixés.

En vertu de l'obligation de conseil, le titulaire engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validé, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par la CCI Alsace Eurométropole.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre ou dans une commande pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de la CCI Alsace Eurométropole différente de celle qu'il aurait préconisée.

En vertu de l'obligation d'information, le titulaire a la responsabilité de son personnel pour l'exécution des prestations demandées dans le présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou de l'accord-cadre.

### **10.8 – Obligation de réponse aux marchés subséquents**

Le titulaire s'engage à fournir à la CCI Alsace Eurométropole une adresse électronique valide durant toute l'exécution du présent accord-cadre qui pourra être utilisée par les services de la CCI Alsace Eurométropole pour chaque remise en concurrence, la transmission électronique de leur demande et de leurs bons de commande.

Toute demande de modification de cette adresse électronique pendant l'exécution de l'accord-cadre devra être transmise au moins 7 jours avant la date de début d'utilisation demandée, aux adresses suivantes : [s.wartenberg@alsace.cci.fr](mailto:s.wartenberg@alsace.cci.fr), [campus@alsace.cci.fr](mailto:campus@alsace.cci.fr) & [a.sardini@grandest.cci.fr](mailto:a.sardini@grandest.cci.fr).

Aucune contestation relative à la non-réception d'une demande par courriel ne sera recevable, dès lors que sa transmission aura été effectuée en utilisant la dernière adresse électronique communiquée par le titulaire aux adresses précitées.

**Les titulaires de l'accord-cadre ont l'obligation de répondre à TOUS les marchés subséquents lancés par la CCI Alsace Eurométropole.**

Si un titulaire n'est pas en mesure de fournir une offre pour un marché subséquent, il doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre, dans le délai de la consultation.

Lorsqu'un titulaire ne fournit aucune réponse, sans justification acceptable, à l'issue de 3 consultations, le pouvoir adjudicateur peut l'évincer de l'accord-cadre.

## **10.9 – Exclusion d'exclusivité pour certaines natures de prestations**

Cet accord-cadre ne fait l'objet d'aucune exclusivité pour :

- les prestations traiteurs pour des manifestations ou des opérations marché spécifiques nécessitant des compétences ou des équipements particuliers non couverts par les titulaires de l'accord-cadre.
- sur certains sites extérieurs, le gestionnaire du site assure directement la prestation de traiteur. Dans ce cas précis, il ne pourra pas être fait appel aux titulaires de l'accord-cadre si les lieux retenus pour une manifestation assurent directement la prestation.
- en cas de complexité des natures de prestations : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord-cadre des besoins exceptionnels par leur complexité ou leurs conditions de mise en œuvre pouvant nécessiter des procédures peu compatibles avec le fonctionnement de l'accord-cadre. Préalablement, le pouvoir adjudicateur s'assurera que les titulaires ne sont pas en mesure de répondre à son attente.
- pour le site CCI Campus Strasbourg, les prestations traiteurs sont généralement assurées par la cafétéria exploitée par la société SCOP'RESTO SARL en vertu de la concession simplifiée « Exploitation de la Cafétéria du site CCI CAMPUS Strasbourg ». Les prestations traiteurs pour les événements organisés sur ce site seront donc prioritairement réalisées par la cafétéria. Dans le cas contraire, il sera fait appel aux titulaires de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir, pour ces prestations spécifiques, à des fournisseurs externes identifiés en fonction des besoins particuliers de chaque événement. Il s'agit donc d'une dérogation au principe d'exclusivité garanti par les accords-cadres.

## 11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

### 11.1 – Matériaux utilisés

Dans le cas de prestation sans service, les verres / gobelets et les serviettes doivent être en matériaux recyclés et recyclables.

Dans le cas d'une prestation avec service, la nappe, les couverts, les verres / gobelets et les serviettes doivent être en matériaux recyclés et recyclables ou en verre (les couverts doivent être solides).

Pour le lot n°6 (fourniture de plateaux-repas), le contenant extérieur et les contenants à l'intérieur du plateau repas (compartiments avec couvercles) devront être en matériaux recyclés et recyclables.

Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

### 10.2 – Moyens de transports utilisés

Le prestataire devra privilégier l'utilisation de moyens de transport respectueux de l'environnement lors de la livraison ou de l'acheminement des prestations et de ses employés sur le lieu d'exécution.

## 12 - Constatation de l'exécution des prestations

### 12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les prestations doivent correspondre aux spécifications qualitatives et quantitatives définies sur le bon de commande. Elles doivent également être conformes aux spécifications de l'accord-cadre et/ou du marché subséquent, aux règles d'hygiène et aux normes en vigueur, ainsi qu'aux impératifs liés à l'image des services de la CCI Alsace Eurométropole.

La CCI Alsace Eurométropole se réserve la possibilité de vérifier par tout moyen que le titulaire respecte ses engagements sur l'origine et la qualité des produits et process d'élaboration et de conservation, notamment en matière de développement durable, de plats faits maison, d'utilisation de produits labellisés ou issus d'appellation d'origine et frais (production de factures, visite des locaux et des sites de production, vérification des modes de livraison utilisées...). Dans le cas contraire il se verra appliquer les pénalités et sanctions prévues au présent CCAP.

## **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Si la prestation ne correspond pas qualitativement et/ou quantitativement aux spécifications contractuelles, la CCI Alsace Eurométropole pourra soit :

- Exiger le remplacement immédiat de la prestation
- Accepter la prestation avec réfaction
- Annuler la commande de tout ou partie des prestations à exécuter.

En cas de non-conformité des commandes, le titulaire s'expose à des pénalités, et les frais seront à sa charge.

## **13 - Modification du contrat**

### **13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais

### **13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché**

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

### **13.3 - Changement en cours d'exécution du marché**

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

### **13.4 - Cas fortuits et force majeure**

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

## **14 - Pénalités**

### **14.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci est susceptible d'encourir, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à :

- pour le lot n°6 (fourniture de plateaux-repas) : au-delà de 30 minutes de retard, un forfait de 15% du montant total de la commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **14.2 - Pénalités pour défaut d'exécution des prestations et/ou manquement aux obligations contractuelles**

En cas de mauvaise exécution ou d'exécution partielle des prestations (non-respect des exigences relatives à la qualité, la nature et/ou la quantité des produits, de présentation non conforme ou peu appétissante, de non-récupération des déchets, de non-récupération des thermos et autres fournitures utilisés, de mobilier insuffisant, de personnel insuffisant, ou de manquement aux règles de courtoisie ou aux obligations vestimentaires), des pénalités forfaitaires pourront être appliquées au titulaire, en fonction de la gravité et de l'impact de la mauvaise exécution des prestations. Ces pénalités seront fixées à 100 € par incident constaté, sans mise en demeure préalable, sauf en cas de force majeure dûment justifiée.

En cas de manquement aux obligations contractuelles, telles que la livraison non conforme (erreur de produit, non-respect du lieu de livraison, erreur de quantité ou de qualité, non-respect de la chaîne du froid, erreur d'adresse), une pénalité forfaitaire de 100 € sera appliquée pour chaque infraction constatée, sans mise en demeure préalable, sauf en cas de force majeure dûment constatée.

### **14.3 - Pénalité pour défaillance ou inexécution des prestations**

En cas de défaillance totale du titulaire sur un bon de commande qu'il avait préalablement accepté, celui-ci est susceptible d'encourir une pénalité forfaitaire de 50 % du montant du bon de commande après mise en demeure préalable.

En cas d'inexécution des prestations susceptible d'être constatée pour chacun des lots, et dans la situation où les autres titulaires du lot ne seraient pas disponibles afin d'exécuter les prestations demandées, la CCI Alsace Eurométropole se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire, étant entendu que l'augmentation de dépenses qui pourrait en résulter par rapport aux prix du marché subséquent, sera à la charge du titulaire et recouvrées par la CCI Alsace Eurométropole.

### **14.4 - Pénalité en cas de non-respect du cahier des charges**

En cas de non-respect des dispositions des clauses du cahier des charges (CCAP, CCTP ou marché subséquent) (non-conformité des produits, non application des clauses environnementales...), le titulaire est susceptible d'encourir une pénalité s'élevant à 100 € par non-conformité constatée par les services de la CCI Alsace Eurométropole.

### **14.5 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent marché pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

- Possibilité d'introduire dans le BP de nouvelles prestations, soit en substitution, soit en complément des prestations initialement proposées par le titulaire, et ce, dans le cadre des besoins exprimés dans le cahier des charges. La clause de réexamen ne pourra avoir pour effet de changer la nature globale du marché.
- Ajustement des prestations : les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.
- Possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
  - ✓ en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier,
  - ✓ en cas d'événements extérieurs [aux parties] perturbant durablement ou sensiblement le service ou l'organisation du service,
  - ✓ si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit au pouvoir adjudicateur, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles, mesurables ou en vigueur au moment de la signature du présent marché.

Les conditions financières seront ainsi réexaminées par les parties à l'initiative de la plus diligente d'entre elles et pendant toute la durée de son exécution,

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen des conditions financières fera l'objet d'un avenant au présent marché.



## 17 - Résiliation du contrat

### 17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation puisque le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum. Aucune indemnisation n'est due aux titulaires d'un accord-cadre multi-attributaire résilié, car ceux-ci ne peuvent justifier d'un manque à gagner certain.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire qui n'aurait pas justifié par trois fois et par écrit de son impossibilité de remettre une offre dans le cadre de l'attribution des marchés subséquents, pourra être exclu de l'accord-cadre sans indemnité. En cas de non-réponse, de réponse non motivée ou d'une motivation jugée irrecevable lors de la mise en concurrence pour un marché subséquent, ou si la proposition est remise après la date et l'heure limites, cela sera considéré comme une absence de réponse. Après trois absences de réponse, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

### 17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 3.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services